



Thermo Fisher Bourgoin-Jallieu

26/01/2026

Budget 2026 :

À nous d'imposer notre 49.3 par nos grèves et par nos luttes

Alors qu'il avait juré qu'il ne gouvernerait pas à coup de 49.3, Lecornu vient d'y recourir pour faire passer son budget. S'asseoir sur une promesse de plus, pas de quoi émouvoir tout ce petit monde politique qui a mis toute son énergie dans des marchandages parlementaires. La France a un budget, voilà les marchés financiers, et tous les capitalistes, rassurés. Mais pour les travailleurs et les travailleuses, c'est une déclaration de guerre.

Un budget de casse sociale

C'est le PS lui-même qui a encouragé Lecornu à recourir au 49.3 : quoi de plus commode pour faire passer ce budget impopulaire, sans avoir à le voter ? Le chef de file du PS, Olivier Faure, n'hésite pas à parler des « victoires obtenues ». Quelles seraient ces victoires, qui ont acheté le consentement du PS et permis au gouvernement d'échapper à la censure ? La « prime d'activité », versée par les CAF (donc la Sécurité sociale) à laquelle peuvent postuler les salariés les moins payés augmentera de 50 euros par mois. C'est toujours ça que les patrons n'auront pas à débourser pour obtenir une main-d'œuvre sous-payée, sans augmenter les salaires. Autre os à ronger, lancé à tous ceux qui prétendent avoir obtenu un « budget de compromis » : 500 emplois supplémentaires pour accompagner les élèves en situation de handicap pour l'Éducation nationale. Mais ces emplois d'accompagnant d'élèves en situation de handicap (AESH) sont eux aussi sous-payés, avec temps partiels imposés, et peinent à recruter. Et on passe sous silence les 4 000 suppressions de postes prévues côté enseignants. Le repas à un euro pour les étudiants veut lui aussi faire oublier la grande misère des Crous, sous-financés pour loger et nourrir les étudiants. De même pour le budget de la Sécurité sociale, notoirement insuffisant alors que les difficultés rencontrées par l'hôpital public mettent des vies en danger, comme pour les ministères de la Justice, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.

Le pactole pour les patrons

Mais pas d'austérité pour les plus riches et les grosses entreprises. La taxe Zucman, pourtant très modérée, a suscité un tir de barrage généralisé. Quant à la taxe sur les plus hauts revenus, créée en 2025, elle

a été un fiasco total, rapportant cinq fois moins que prévu. Pour ces très riches, gagnant plus de 250 000 euros par an pour un célibataire, l'évasion fiscale et autres contournements sont un jeu d'enfant. Le patronat pleure la bouche pleine parce que les 300 plus grosses entreprises devront verser 6,3 milliards de « surtaxe ». Pas cher payé, quand on sait que les entreprises du CAC 40 ont versé plus de 100 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2025 ! Ce sont surtout les patrons de l'armement, Dassault et autres Safran ou Thales, qui touchent le jackpot avec 6,7 milliards d'euros de plus qu'en 2025 pour le budget de la Défense.

Ils profitent, mais c'est nous qui produisons tout !

On ne parle plus de ces 211 milliards d'euros d'aides diverses versées aux entreprises par l'État, que ce nouveau budget ne remet pas en question. 211 milliards empochés chaque année au nom de la création d'emploi, alors que les entreprises ne cessent d'en supprimer : 700 licenciements chez Brandt, 2 400 suppressions d'emplois chez le géant de l'informatique Capgemini, des licenciements prévus en masse dans le secteur bancaire, pour ne parler que des annonces les plus récentes. Face à ces attaques incessantes, le monde capitaliste et les politiques à son service craignent la colère de la classe ouvrière. C'est bien pour cela qu'en ce moment même, les députés examinent une proposition de loi pour « suspendre » le droit de grève trente jours par an dans les transports, avec l'intention évidente de généraliser cette limitation de notre droit à nous défendre.

Licenciements, conditions de travail et de vie, bas salaires : nous avons toutes les raisons de rendre coup pour coup.

Petite prime, gros symbole ?

La mince prime octroyée par la direction est me direz-vous toujours bonne à prendre.

Mais, en fait, c'est pas ça qu'on veut, on veut travailler moins (semaine de 4 jours) et avoir des meilleurs salaires pour ne pas être obligés de bosser les samedis. Plus les salaires sont bas, plus on est obligés de faire des samedis, moins la boîte embauche. Ce cercle vicieux pose une question plus large, veut-on toujours bosser plus pour avoir des salaires qui stagnent ou avoir de quoi vivre convenablement et du temps pour le faire ?

Objectif atteint

Thermo Fisher avait un objectif de 500 salariés, est-il atteint ?

Les salariés ont eu un dur mois de décembre, les départs et démissions ne sont pas remplacés, mais le chiffre d'affaires ne bouge pas et il doit même augmenter.

En 2026, 450 salariés avec le double de chiffre d'affaires ?

Lait infantile contaminé : après Nestlé et Lactalis, au tour de Danone

Après la mort de deux nourrissons et les troubles digestifs de nombreux autres, Lactalis et Nestlé ont procédé ces derniers jours à des rappels de leur lait infantile en raison d'une possible présence d'une toxine dangereuse pour les tout-petits. Aujourd'hui, c'est au tour d'un autre géant de l'agro-alimentaire, Danone, de faire de même. À l'évidence, les contrôles de sécurité alimentaire ne sont pas aussi stricts qu'on le prétend. Le titre de Danone a dévissé à la Bourse de Paris après l'annonce du blocage par l'agence alimentaire de Singapour de palettes de lait. Les spéculateurs se montrent plus sévères que les autorités sanitaires : l'image d'un monde...

La Société Générale va supprimer 1800 postes d'ici 2027

La Société Générale annonce la suppression de 1800 postes en France d'ici à fin 2027. Cette réduction d'effectif n'a rien à voir avec des difficultés quelconques que rencontrerait la banque mais a uniquement pour but de faire monter son action en bourse. En février 2024, la banque avait déjà annoncé la suppression d'environ 900 postes à son siège. Et cela a payé... pour les actionnaires : l'an dernier, son action a fait un bond de 153 % à la Bourse de Paris.

C'est ça aussi, les USA !

Le pays qu'on associe souvent à l'individualisme nous donne des leçons de solidarité, avec des manifestants par milliers à Minneapolis et ailleurs. Et pas pour n'importe quelle raison, mais pour faire face à la politique anti-immigration de leur président « dictateur » (c'est lui qui le dit). L'ICE (police de l'immigration créé par Trump, qui recrute tout ceux qui se présentent) enchaîne les violences lors de ses rafles, avec déjà deux meurtres à son actif. Leur chef parade en uniforme de la Gestapo en faisant volontairement référence aux nazis. N'oublions pas que pour l'extrême droite française (et souvent jusqu'à Macron), Trump est un exemple à suivre.

Ne laissons jamais l'extrême-droite s'installer, car dans son sillage peuvent se développer des groupes fascistes encore plus dangereux et meurtriers. Luttons pour le pouvoir des peuples !

En France, la police tue aussi, mais les médias en parlent moins...

CE QUI EST CHOQUANT ET CE QUI NE L'EST PAS



Municipales à Lyon : à quoi tient la candidature d'Aulas ?

Découvre en flashant ce QR code une vidéo de Raphaëlle Mizony, tête de liste pour le NPA-Révolutionnaires aux élections municipales à Lyon, sur la candidature de Jean-Michel Aulas, ex-président de l'OL.



Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique – Contact : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org